Conférence de presse de Sous-secrétaire d'Etat Tom Malinowski
Résidence de l'Ambassadeur des Etats-Unis
Kinshasa, RDC
Le 4 juin 2015

Ambassadeur Swan: Bon après-midi et soyez les bienvenus. Je suis Jim Swan, l'ambassadeur des Etats-Unis auprès de la République démocratique du Congo. J'ai l'honneur de vous présenter le Sous-secrétaire d'Etat à la Démocratie, aux Droits de l'homme et au Travail Tom Malinowski. Au cours de sa carrière remarquable, il a occupé des fonctions importantes au Département d'Etat, notamment au sein de notre Personnel de Planification Politique ainsi qu' au Conseil National de Sécurité, sous l'administration du Président Clinton. Il a aussi été dirigé le bureau de Washington de la célèbre organisation non-gouvernementale de défense des droits de l'homme Human Rights Watch. C'est sa première visite en République démocratique du Congo. Soyez les bienvenus et nous attendons vos questions avec impatience.

Sous-secrétaire d'Etat Tom Malinowski: Merci M. l'Ambassadeur de ce bel endroit que vous mettez à notre disposition pour que nous puissions nous exprimer et échanger avec la presse, et merci à tous de vous être joints à nous aujourd'hui. Je suis ici en partie pour participer à une conférence qui a réuni des fonctionnaires de justice et des responsables du gouvernement issus de certains pays de la région des Grands Lacs, afin de discuter de la manière dont nous pouvons travailler ensemble afin de mieux rapprocher les institutions judiciaires en faveur des communautés défavorisées de la région. J'ai aussi eu l'occasion de rencontrer plusieurs membres du gouvernement congolais pour parler des questions importantes de démocratie, de droits de l'homme et de gouvernance qui font l'objet des discussions de nos gouvernements respectifs depuis un certain temps. Nous nous sommes, à titre d'exemple, entretenus avec le vice-premier ministre et ministre de l'intérieur Evariste Boshab, le ministre des affaires étrangères et le ministre de la justice. Nous avons rencontré beaucoup de représentants de la société civile ainsi que des membres de l'opposition politique.

Notre message a, avant toute chose, souligné que le gouvernement des Etats-Unis suit de près les événements qui se déroulent en RDC et dans la région des Grands Lacs, particulièrement maintenant. En dépit de tous les défis auxquels la RDC et la région font face, nous constatons que de grands progrès ont été réalisés, quand nous observons les dix ou vingt dernières années. Des progrès ont été accomplis dans le cadre de la lutte contre l'impunité et en ce qui concerne l'édification d'institutions démocratiques. La société civile est bien plus forte et les gens ont

plus conscience de leurs droits qu'auparavant. En raison de ces progrès, nous croyons que la RDC a, à tout le moins, l'occasion de réaliser de grandes avancées dans les années à venir. Le Congo a, premièrement, l'opportunité d'assurer une passation de pouvoir démocratique en 2016 dans le respect des prescrits de sa constitution. Il a aussi l'occasion de réduire de manière significative les violences qui ont gravement affecté l'est du pays—voire d'y mettre un terme—violences commises par des groupes armés organisés qui s'attaquent aux populations civiles. Ces choses dépendent des décisions que le gouvernement doit prendre et de notre capacité de travailler ensemble étroitement.

Venons-en aux questions précises. Permettez-moi d'abord de souligner que le gouvernement des Etats-Unis soutient résolument la décision du gouvernement et l'engagement du gouvernement d'organiser des élections nationales et présidentielles en 2016. Terminer le cycle électoral dans son entièreté, y compris les élections locales, est une gageure. En outre, les gens ont des préoccupations que nous connaissons fort bien. Mais, à notre avis, il importe avant tout d'achever la transition démocratique au sommet en 2016 et d'assurer qu'aucune action ne sera entreprise dans l'entretemps qui pourrait compliquer cette transition ou conduire à un retard. Les Etats-Unis ont une position claire et constante sur la question de la limite des mandats et le respect des constitutions en Afrique et dans le reste du monde. Nous croyons que le respect de la limite des mandats est bon pour la démocratie et bon pour la stabilité. Nous avons vu dans d'autres pays ce qu'il arrive quand ces principes ne sont pas respectés et nous ne voulons pas voir ces choses se produire ailleurs.

Dans ce contexte, nous saluons et soutenons la décision du gouvernement d'organiser un dialogue avec l'opposition pour parler du calendrier électoral et d'autres questions. Et nous encourageons toutes les parties prenantes, y compris l'opposition, à y participer, malgré les doutes qu'ils peuvent avoir. Le dialogue devrait toutefois se focaliser rigoureusement sur les questions électorales et ne pas être utilisé comme prétexte pour retarder les échéances électorales. Nous avons aussi parlé au gouvernement de l'importance de garder un espace ouvert pour le dialogue politique, les débats et les divergences d'opinion dans la société en général, pour autant que cela se fasse dans la paix. A l'approche des élections, il est crucial que les libertés fondamentales, y compris la liberté d'expression et la liberté de rassemblement, soient respectées. Il est également important que le gouvernement établisse une distinction entre ceux qui expriment leurs idées pacifiquement en faveur du changement—y compris les jeunes congolais—et ceux qui recourent véritablement à la violence.

Enfin, nous avons eu un certain nombre de conversations avec le gouvernement et la mission des Nations Unies établie au Congo sur la situation actuelle dans l'est du pays et l'état de la relation entre le gouvernement et la MONUSCO. Tout le monde est d'avis que la MONUSCO n'a pas vocation à s'éterniser en RDC, qu'elle devrait être réduite sur la base d'un ensemble de critères définis fondés sur les conditions prévalant sur le terrain. Mais certains groupes armés sont toujours opérationnels dans l'est, y compris l'ADF, les FDLR et d'autres factions. Des citoyens congolais continuent de mourir. Le gouvernement doit reprendre sa coopération avec la MONUSCO et cesser de prendre les populations de l'est de la RDC en otage dans l'engrenage d'un désaccord sur l'avenir des forces onusiennes, même si ce différend est légitime.

Ce sont les questions dont nous avons parlé. Je souhaite encore souligner que nous voyons une opportunité de transcender certaines des questions difficiles qui ont affligé ce pays pendant de longues années. Comme toujours, cela exige une certaine volonté politique, mais si cette volonté est présente, le partenariat entre les Etats-Unis et la RDC, fournira, je crois, le soutien nécessaire à la réalisation de certains de nos objectifs communs. Merci. Je suis prêt à répondre à vos questions.

Reuters: Permettez-moi de poser deux petites questions. Si je ne m'abuse, je crois savoir que les Etats-Unis ont promis de financer le processus électoral de la RDC à hauteur de 20 millions de dollars. Les Etats-Unis comptent-ils déboursier des fonds supplémentaires, et si c'est le cas, dans quelles conditions cela se ferait-il? Au sujet du Burundi, on parle à présent d'efforts visant à trouver une sorte de compromis. Actuellement, il semble que le Président Nkurunziza est campé sur sa position consistant à vouloir faire une troisième mandat. Les manifestants demeurent opposés à une telle éventualité. Estimez-vous qu'il y a de l'espace pour un compromis entre ces deux positions opposées?

Tom Malinowski: Je répondrai d'abord à votre question sur le Burundi, parce que ça reste une situation très urgente. Notre position n'a pas changé à ce sujet. Les Accords d'Arusha ont préservé la paix au Burundi pendant de nombreuses années. Les Accords d'Arusha stipulent, avec raison, que le pouvoir ne devrait pas être concentré entre les mains d'une seule personne pendant une trop longue période. Cette éventualité s'est réalisée, et il est crucial que le président Nkurunziza respecte la limitation du nombre de mandats imposée par les Accords d'Arusha. Il est avéré que la majorité des Burundais sont de cet avis, y compris un grand nombre de personnes faisant partie de la coalition au pouvoir. La résistance que ses actions ont provoquée au sein de la population garantit quasiment la difficulté, sinon l'impossibilité, de gouverner le pays, tant qu'il maintiendra cette position. Des

efforts ont été fournis pour promouvoir le dialogue entre le gouvernement, l'opposition et la société civile. Je crois qu'il y a encore un espace de dialogue, particulièrement sur la nécessité de contraindre les forces qui ont ciblé des civils à la retenue, de rétablir la liberté de rassemblement et de rouvrir les médias qui ont été fermés. En ce qui concerne le troisième mandat, c'est difficile de voir une solution à la crise quand le pouvoir reste concentré perpétuellement entre les mains d'une seule personne au Burundi. Les Accords d'Arusha doivent être respectés et faire partie de toute solution à la crise qui puisse être trouvée.

En ce qui concerne les élections, vous avez totalement raison. Nous nous sommes engagés à soutenir les élections. Il n'y a pas de conditions précises attachées à cet appui. Comme je l'ai souligné dans ma déclaration préliminaire, j'ai l'intime conviction qu'il est important que le gouvernement s'en tienne à ce qui est prévu concernant la tenue des scrutins nationaux et de la présidentielle en 2016. Il est aussi extrêmement important de protéger l'espace pour le débat politique et l'activisme de la société civile et de garantir que les gens qui critiquent le gouvernement soient en sécurité et qu'ils aient accès à cet espace. Ce sont les questions que nous suivrons de près pendant le déroulement du processus.

Numerica TV: Quelle est la position des Etats-Unis à l'égard des tueries récentes à Beni? Quelle comparaison peut-être faite entre ce qui se passe dans l'est de la RDC et Boko Haram au Nigeria?

Tom Malinowski: Nous sommes horrifiés par les assassinats de civils à Beni? La taille et la force de ce groupe prédateur ont-elles diminué au cours de ces dernières années, et c'est un fait important. Mais ces tueries nous rappellent qu'il existe toujours et que les gens continuent de souffrir et de mourir. Cela nous rappelle aussi que les formes efficaces de coopération qui ont été établies entre le gouvernement du Congo et les forces de maintien de la paix des Nations Unies dans l'est doivent être maintenues actuellement pour faire en sorte que ces personnes soient protégées. Cette coopération ne devrait pas être interrompue, fût-ce pour une minute, à cause de différends sur d'autres questions importantes et légitimes.

Concernant Boko Haram, je n'ai pas de preuve de liens particuliers, et les deux situations diffèrent grandement. Je pense que nous devrions nous garder de vouloir établir des liens en l'absence de preuves spécifiques. Mais je ne pense pas que cela ait une quelconque importance car ce que nous connaissons suffit pour que nous nous attelions en priorité à prendre les actions nécessaires pour protéger la population dans les deux pays.

RFI: J'ai aussi deux questions. Vous avez dit que le gouvernement de la RDC ferait face au défi de parachever le cycle complet des élections. Cela signifie-t-il que vous conseilleriez au gouvernement de reporter les scrutins locaux? Ma deuxième question: il n'y a toujours pas de chefs d'accusation retenus contre deux jeunes activistes deux mois et demi après la réunion qu'ils ont organisée avec d'autres activistes africains à Kinshasa. Le procès de l'opposant Jean-Claude Muyambo a débuté hier après plus de 130 jours. Que pensez-vous de la situation judiciaire actuelle en RDC--condamnez-vous cette situation?

Tom Malinowski: [répondant à la première question sur les élections locales] Quand je parle de défi, je ne veux pas dire que c'est impossible. Des préoccupations légitimes ont été exprimées concernant le budget et la capacité des jeunes et nouveaux électeurs de participer aux scrutins. Ces préoccupations doivent trouver solution. Ce qui est important pour nous est que l'occasion historique de parvenir à un transfert de pouvoir pacifique et démocratique en 2016 ne soit ni différée ni refusée. Nous espérons donc que le gouvernement répondra à ces défis dans l'entretemps de manière à faciliter et non retarder la tenue des scrutins de 2016.

Pour en venir aux cas que vous avez mentionnés, je suppose que vous parliez de l'affaire Filimbi. Comme je l'ai souligné dans ma déclaration préliminaire, il est important d'établir une distinction entre les activistes pacifiques et ceux qui peuvent éventuellement être impliqués dans des violences. A cet égard, ces cas nous préoccupent fortement. La plupart des personnes qui sont impliquées dans cette affaire ont été libérées et nous espérons que les deux personnes détenues le seront aussi, afin que cette affaire soit terminée et oubliée une fois pour toutes.

Top Congo FM: Deux questions: Qu'est-il advenu des forces spéciales qui ont été déployées en Ouganda? Pour autant que je sache, l'Ouganda n'est pas confrontée au terrorisme, contrairement à ce qui se passe dans l'est de la RDC. Deuxième question: les gouvernements du Rwanda, du Congo-Brazzaville et de la RDC ont trouvé judicieux de prolonger le pouvoir de leurs dirigeants en initiant des pétitions et en modifiant les articles de leurs constitutions qui imposent une limitation du nombre des mandats présidentiels. Quelle serait la réaction des Etats-Unis si les peuples de ces pays décidaient de modifier leurs constitutions?

Tom Malinowski: Au sujet de la première question, je suppose que vous parlez des forces qui ont été déployées pour poursuivre l'Armée de la Résistance du Seigneur. C'est un effort que nous avons entrepris en coopération avec tous les

gouvernements concernés dans la région. Le but est tout simplement de protéger les populations civiles qui ont été terrorisées par ce groupe armé pendant de nombreuses années.

Concernant la question de la limitation du nombre des mandats, nous avons--dans tous les pays où ce problème s'est posé--entendu les présidents qui veulent prolonger leur règne dire que leurs peuples veulent qu'ils restent au pouvoir. La réalité est tout autre. Il est bien sûr possible de modifier une constitution, mais il reste à savoir s'il est sage d'agir ainsi. Est-ce bon pour la démocratie? Est-ce bon pour la stabilité? Je crois que l'expérience nous a démontré que la concentration du pouvoir entre les mains d'un seul individu pendant une très longue période est préjudiciable à la démocratie et à la stabilité. Et je crois qu'il est avéré que la grande majorité des Africains rejette cette idée. Nous sommes donc d'avis que l'ère des présidents à vie en Afrique et ailleurs doit être révolue. Nous réitérerons cet argument à maintes reprises que ce problème arrive ici, dans d'autres pays de la région ou hors de l'Afrique.

Je répondrai à deux questions supplémentaires.

Magazine des actualités judiciaires: J'ai deux questions à vous poser. Avez-vous parlé des fosses communes avec les autorités judiciaires congolaises? Et comment réagissez-vous aux relations actuelles entre le bureau des droits de l'homme de le MONUSCO et le gouvernement congolais--comment cette situation sera-t-elle résolue?

Tom Malinowski: Au sujet de la deuxième question, je dirais simplement que le partenariat entre les Nations Unies et le gouvernement du Congo est très important à cette étape relativement aux objectifs que le gouvernement de la RDC a lui-même exprimés. Ce partenariat a débouché sur des avancées considérables. Nous espérons donc que les problèmes qui subsistent pourront être pareillement résolus. Concernant les fosses communes, nous avons été fort préoccupés par la découverte de corps à Maluku et nous avons encouragé le gouvernement à mener une enquête indépendante et transparente, comprenant l'exhumation des corps pour déterminer la cause des décès. Nous apprécions à sa juste valeur l'engagement du gouvernement à cet égard, nous l'encourageons à travailler avec les partenaires internationaux et la société civile pour aider à découvrir ce qui est arrivé à ces gens.

B-One: Deux questions. La première question a trait aux forces spéciales qui traquent les membres de la LRA. Les ADF commettent le même genre d'atrocités

en RDC--pourquoi n'envoyez-vous pas une force spéciale pour les traquer aussi? La deuxième question porte sur le dialogue spécial que le Président Kabila a convoqué--nous savons qu'il allongera son mandat, mais quelle serait la position des Etats-Unis si ça devait arriver?

Tom Malinowski: Tout d'abord, concernant votre première question, l'une des raisons pour lesquelles nous avons créé la force chargée de s'attaquer au problème de la LRA était que la MONUSCO était déjà fortement engagée à résoudre les problèmes d'insécurité sévissant dans les Kivus et dans d'autres régions de l'est du Congo, et beaucoup de gens pensaient que les forces onusiennes étaient dispersées. En outre, la LRA était active dans des pays différents où la MONUSCO n'était pas opérationnelle. En ce qui concerne les violences horribles à Beni, il existe déjà une force militaire chargée de s'attaquer à ce problème. Le défi qui se pose est de l'utiliser efficacement, dans un effort coopératif, pour atteindre les objectifs assignés.

Au sujet de votre deuxième question, comme les responsables du gouvernement américain ont coutume de le faire, je m'abstiendrai de répondre aux questions hypothétiques. Le gouvernement congolais s'est engagé à organiser ces élections en 2016, la constitution n'a pas été modifiée et nous soutenons fermement l'engagement du gouvernement à cet égard.

Merci.